

Les réunions annuelles du Comité de coopération commerciale Canada-Japon ont eu un effet extrêmement positif sur les rapports commerciaux bilatéraux. Ces réunions permettent à des chefs de file du monde des affaires du Japon et du Canada de procéder à des échanges de vues francs et vigoureux sur les problèmes et les perspectives des relations entre les deux pays.

Pour leur part, les Japonais continuent de se dire préoccupés par nos règlements et pratiques relatifs aux investissements étrangers et nos politiques énergétiques, notamment en ce qui a trait aux possibilités d'exportation d'hydrocarbures. Certaines des préoccupations japonaises concernant l'accueil des investissements étrangers ont été abordées par une mission financière du MITI qui s'est rendue au Canada l'an dernier. Le Canada compte envoyer une mission analogue au Japon plus tard cette année.

Du seul fait du volume des ressources naturelles que nous exportons au Japon, il semble peu probable que la proportion de nos exportations de produits finis représente jamais une part importante de nos échanges. Toutefois, nos exportations de ces produits pourraient connaître une croissance fort appréciable en termes absolus; de fait, il semble que les efforts soutenus du Centre du commerce du Canada à Tokyo commencent à porter fruit. Parmi les autres signes prometteurs, on constate que le Japon a accepté d'ouvrir le marché public des télécommunications aux fournisseurs étrangers, décision qui a suscité beaucoup d'intérêt parmi les sociétés canadiennes.

Il semble que nous ayons le plus de chances d'améliorer la composition de nos exportations au Japon en augmentant le degré de transformation des ressources que nous y vendons. Un groupe d'étude sur le traitement des ressources, établi sous les auspices du principal mécanisme intergouvernemental, la Commission économique mixte, se penche sur cette question. Pour l'instant, les secteurs qui s'avèrent les plus prometteurs sont la pétrochimie, les produits forestiers et les produits à forte consommation d'énergie comme l'aluminium et les ferro-alliages. Des possibilités du même ordre pourraient se concrétiser dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche (broyage des graines de colza et production porcine), pour lequel le Japon est notre plus important débouché.

Les Japonais sont tout particulièrement attirés par nos abondantes ressources énergétiques. Le charbon cokéfiabie a été notre principale exportation à ce jour, mais les Japonais semblent fort intéressés par l'extraction d'hydrocarbures des sables bitumineux et l'exploitation des hydrocarbures de l'Arctique (dans l'espoir que nous aurons un excédent exportable) ainsi que par l'achat de charbon thermique, de GNL et peut-être des produits de la liquéfaction du charbon.

Les perspectives d'investissements japonais au Canada sont excellentes dans le secteur des ressources naturelles et quelque peu moins prometteuses dans celui de la fabrication. L'annonce faite par Toyota à la fin de l'année dernière d'un investissement substantiel dans une usine de fabrication de roues d'aluminium en Colombie-Britannique est fort appréciée et, peut-on espérer, laisse présager d'autres investissements dans ce